

Pleins feux

sur les AU

mai 2007

« *Plus forte que l'épée* » : la lutte pour la liberté de la presse



Les journalistes en détention Ali Farahbaksh et Shi Tao
(© DR / Chinese Pen Center (ICPC))

En temps de guerre, les journalistes sont souvent des « *cibles faciles* ». Alors que la plupart des civils placés dans une situation dangereuse fuient pour essayer de se mettre en sécurité, les journalistes font exactement l'inverse. Le travail d'un journaliste est de rapporter l'information, ce qui signifie qu'il peut croiser les gens

qui fuient le danger, tandis que lui se dirige vers les combats.

Il est facile d'oublier que les journalistes sont eux aussi des civils - téméraires, parfois inconscients, peut-être, mais des

civils qui doivent bénéficier à ce titre de la protection du droit international.

Lorsque des journalistes sont délibérément abattus, tués dans des explosions, pris en otages ou emprisonnés pour n'avoir fait que leur travail, il s'agit d'un crime. Quand de telles atteintes sont commises contre des journalistes lors d'un conflit armé, elles constituent des infractions graves aux Conventions de Genève ; il s'agit alors de crimes de guerre.

L'année 2006 a été marquée par un nombre record d'homicides de reporters et de professionnels des médias, avec au moins 155 meurtres, assassinats et morts inexplicables, selon la Fédération internationale des journalistes (FIJ). Le 23 décembre, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté une résolution dans laquelle il condamnait les agressions visant délibérément les journalistes, les professionnels des médias et le personnel connexe dans les situations de conflit armé ; le Conseil de sécurité a demandé à toutes les parties de mettre un terme à de telles pratiques.

Cependant, partout dans le monde, en situation de guerre comme de paix, trop peu d'États prennent au sérieux leurs obligations. Dans des situations de conflit ouvert, comme en Irak et en Afghanistan, les autorités restreignent la possibilité des journalistes de faire librement leur travail, plutôt que de les protéger contre les graves dangers qui les menacent.

La liberté d'expression est reconnue dans l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Une presse libre est essentielle à la liberté d'expression, et joue un rôle tout aussi important pour la protection des droits humains. Lorsque des journalistes sont tués en toute impunité, lorsque la peur et la censure étouffent la liberté d'expression, la société toute entière en paye le prix. Dans de telles conditions, les abus de pouvoir et l'injustice augmentent.

Les situations de conflit

En Irak, au moins 64 journalistes et professionnels des médias auraient été tués en 2006, pour un total d'au moins

139 personnes depuis l'invasion du pays, en mars 2003. Certains ont été abattus par des militaires des États-Unis ou des forces irakiennes alors qu'ils couvraient les combats opposant ces forces aux insurgés. Toutefois, la majorité a été tuée par des groupes armés hostiles au gouvernement et à la présence de troupes étrangères, ou par des miliciens appartenant à des groupes religieux chiites.

Atwar Bahgat, correspondante de la chaîne de télévision al Arabiya, et ses collègues Khaled Mahmoud al Falahi et Adnan Khairallah ont été enlevés le 22 février. Leurs corps ont été retrouvés le lendemain non loin de Samarra. Le 26 mars 2006, un journaliste indépendant, Kamal Manahi Anbar, a été tué par des tirs des forces irakiennes lors d'un affrontement avec des insurgés. Les tirs ont eu lieu près d'une mosquée chiite, dans le quartier d'Ur, à Bagdad.

Les forces irakiennes, soutenues par l'armée des États-Unis, auraient ouvert le feu en réponse à plusieurs tirs provenant d'un bâtiment adjacent à la mosquée. Des civils se sont précipités à l'abri, et parmi eux Kamal Manhahi Anbar, qui a reçu plusieurs balles au cou et au visage.

Le 12 octobre, des tireurs masqués ont tué 11 personnes et en ont blessé deux autres au bureau de la chaîne de télévision par satellite Al Shaabiya, dans le quartier de Zayouna, dans l'est de Bagdad.

En Afghanistan, la dégradation de la situation sécuritaire fait que l'intimidation, le harcèlement et la violence sont une réalité quotidienne pour les journalistes afghans et les défenseurs des droits humains. Le journaliste afghan Ajmal Naqshbandi a été enlevé en mars avec un journaliste italien, Daniele Mastrogiacomo, et leur chauffeur afghan, Sayed Agha. Daniele Mastrogiacomo a été libéré lors d'un échange de prisonniers, mais Ajmal Naqshbandi et Sayed Agha ont été tués par leurs ravisseurs.

Le gouvernement et le parlement nouvellement établi ont essayé de limiter l'action des journalistes, susceptible de donner une image peu flatteuse de leur fonctionnement. Par exemple, la Direction nationale de la sécurité, le service de renseignement afghan, a pris un décret le 18 juin 2006 pour tenter de limiter les reportages sur l'aggravation de la situation sécuritaire. Depuis la fin 2006, le gouvernement et le parlement afghan discutent de la révision d'un texte de loi sur les médias qui remettrait gravement en cause la liberté d'expression et des médias en Afghanistan.

L'impunité

Ce n'est pas seulement dans des situations de conflit ouvert que les journalistes prennent des risques. Au Mexique, par exemple, au moins 11 journalistes ont été tués depuis le début de 2006 et un certain nombre d'autres ont été enlevés. Les journalistes signalant la corruption et les activités de réseaux criminels organisés sont particulièrement en danger.

L'État reconnaît la hausse des agressions visant les journalistes dans le pays, et l'échec des autorités qui n'ont pas réussi à demander des comptes aux responsables. Pourtant, malgré l'établissement du Bureau d'enquêtes spéciales sur les atteintes commises contre des journalistes en février 2006, l'impunité pour ces crimes reste totale.

La répression d'État

Les journalistes sont souvent considérés comme une gêne : ils publient des articles qui embarrassent les gouvernements, ils donnent la parole à l'opposition ou aux personnes faisant campagne, ils révèlent les violations des droits humains et autres abus de pouvoir. Les journalistes ne sont pas forcément eux-mêmes des dissidents, mais le fait qu'ils écrivent sur ces dissidents ou sur des questions controversées fait d'eux des cibles pour les gouvernements qui veulent supprimer cette opposition.

En Russie, où le meurtre de la journaliste et défenseure des droits humains Anna Politkovskaya a attiré l'attention sur la

question de la liberté de la presse dans le pays, il est au mieux difficile et souvent dangereux de s'intéresser aux dissidences ou de signaler les violations des droits fondamentaux. Des journalistes qui ont couvert les récentes « marches de protestation » ont été placés en détention, et plusieurs journaux ont reçu des avertissements pour avoir publié des informations sur des mouvements d'opposition et donné la parole à des opposants. Une organisation de défense des droits humains a été fermée pour avoir publié les déclarations non violentes de représentants de dirigeants tchéchènes séparatistes.

Au Nigéria, les services de renseignement ont procédé à des raids dans les médias, interrompu des émissions, réquisitionné des cassettes, intimidé et arrêté ou passé à tabac des journalistes trop critiques du gouvernement et du président. Avant les élections d'avril, deux journalistes au moins ont perdu la vie dans les violences politiques généralisées. Dans le cadre de manifestations de masse du 1^{er} mai 2007, organisées pour protester contre les irrégularités électorales, des médias locaux ont signalé qu'un caméraman était tombé dans le coma après avoir été roué de coups par des policiers, qui ont également menacé d'autres journalistes de leurs armes à feu. Lors d'un autre épisode, 15 journalistes auraient été sauvés d'une tentative de lynchage par un groupe de militants d'un parti.

À Cuba, un journaliste peut rencontrer des problèmes s'il travaille pour une agence de presse non officielle, comme Pablo Pacheco l'a découvert en mars 2003. Au cours de ce mois, après une évolution apparente vers plus d'ouverture et de liberté, les autorités ont mené une répression sans précédent contre les mouvements dissidents sur l'île. Pablo Pacheco, qui travaillait pour l'agence Cooperativa Avileña de Periodistas independientes, figurait parmi les 75 personnes condamnées pendant cette période. Il devait purger une peine de vingt ans d'emprisonnement, et se trouve toujours en prison. Pablo Pacheco est l'un des 13 journalistes cubains

reconnus comme prisonniers d'opinion par Amnesty International.

Au Zimbabwe, pour avoir abordé la crise des droits humains qui sévit dans le pays, les travailleurs des médias vivent dans la peur constante de l'arrestation, de la torture et de la mort. Gift Phiri, un journaliste arrêté à Harare le 1^{er} avril 2007, a été roué de coups par la police pendant quatre jours. Un autre journaliste, Edward Chikomba, a été enlevé à son domicile le 31 mars 2007 et tué. Son corps a été découvert deux jours plus tard. Il portait des blessures indiquant que ses ravisseurs l'avaient violemment agressé.

Les travailleurs des médias qui critiquent les pratiques du gouvernement ont déjà été visés par des lois répressives, comme la Loi relative à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée, votée en 2002, qui a été utilisée par le gouvernement pour fermer les journaux privés et refuser à des journalistes les licences nécessaires à l'exercice de leur profession.

Les journalistes sont souvent injustement accusés de délits de droit commun, ce qui permet de les attaquer pour leur travail. Sakit Zakhidov, un journaliste d'opposition célèbre d'Azerbaïdjan, a été emprisonné pour détention d'héroïne. La drogue aurait été placée sur lui à son insu. Amnesty International, qui souligne que Sakit Zahidov n'a pas eu droit à un procès équitable, craint qu'il ait été emprisonné pour avoir simplement exercé, de manière pacifique, son droit à la liberté d'expression (voir AU 179/06, EUR 55/003/2006, 27 juin 2006).

Dans certains pays, un simple contact avec le monde extérieur peut avoir de graves conséquences pour des journalistes. Le journaliste iranien Ali Farahbakhsh a été arrêté le 27 novembre 2006 au retour d'une conférence organisée par des ONG à Bangkok sur le gouvernement et les médias. Un tribunal révolutionnaire de Téhéran aurait condamné le journaliste Ali Farahbakhsh à trois années d'emprisonnement et à une amende d'environ 50 000 euros en mars 2007, pour espionnage et pour

avoir « reçu de l'argent d'étrangers », en lien avec sa participation à la conférence (voir AU 40/07, MDE 13/018/2007, 16 février 2007, et ses mises à jour).

Le journaliste chinois Shi Tao, dont le cas est peut-être le plus célèbre dans le monde, a été arrêté en 2004 pour avoir envoyé un courrier électronique à un site Web étranger, avant d'être inculpé de « divulgation illégale de secrets d'État à l'étranger ». Dans ce courriel, Shi Tao décrivait les instructions qu'il avait reçues avec d'autres journalistes du département de la propagande du Parti communiste chinois. Ces instructions portaient sur la manière d'aborder la commémoration du massacre de Tiananmen. Cet homme a été condamné à dix ans de prison en 2005, après un procès inéquitable. Amnesty International considère que Shi Tao est un prisonnier d'opinion.

Ces derniers mois, les autorités chinoises ont essayé de renforcer encore leur contrôle sur Internet, ce qui a conduit à de nouvelles censures de sites Web, blogs et articles en ligne. Ainsi, www.ccztv.com, un site Web d'actualités en ligne, a été fermé en mars.

Les journalistes pris dans les conflits et le chaos

Parfois, des journalistes sont visés pour leur identité, et pas en raison de ce qu'ils disent ou écrivent. Alan Johnston, le journaliste de la BBC enlevé par des Palestiniens armés le 12 mars 2007 (voir AU 81/07, MDE 21/005/2007, 5 avril 2007, et ses mises à jour), est devenu un symbole des dangers que les journalistes courent dans les zones de conflit. Bien qu'apprécié et respecté à Gaza, Alan Johnston semble avoir été enlevé pour la simple raison qu'il était un étranger connu. Depuis son enlèvement, les journalistes étrangers ne se rendent plus à Gaza, et la crise humanitaire qui s'y déroule a disparu des médias.

La résolution du Conseil de sécurité du 23 décembre montre qu'il existe une prise de conscience mondiale du grave problème que pose le traitement des journalistes sur la planète. Il faut désormais agir à l'échelle internationale

pour protéger les journalistes et la liberté
de la presse.